TL 6592

international service for human rights

service international pour les droits de l'homme
servicio internacional para los derechos humanos

RAPPORT DE VOYAGE AU PORTUGAL
(3-13 novembre 1990)

1. Introduction

Je suis allé au Portugal pour animer la session mondiale de la FIMARC (Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques). A la fin de cette session, je me suis rendu à Lisbonne pour rencontrer des organisations portugaises et des responsables du Ministère des Affaires Etrangères. Les entretiens ont effectivement porté sur la question du Timor Oriental. Le dimanche 11 novembre, j'ai animé une session sur les Nations Unies, à laquelle ont participé une vingtaine de Timorais.

2. Session mondiale de la FIMARC

Créée en 1964, la FIMARC devient une ONG solidement enracinée dans les réalités des paysans de par le monde (actuellement 46 pays). La grande majorité des mouvements affiliés sont des organisations de ruraux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

L'Assemblée Mondiale de la FIMARC se tient tous les quatre ans et elle dure de 3 à 4 semaines. Les délégués tiennent d'abord des rencontres continentales, puis ils partent sur le terrain dans le pays dans lequel se déroule l'Assemblée. Ensuite se tient la session mondiale (une semaine), durant laquelle sont analysés les problèmes de chaque pays et région ; les expériences sont confrontées, les priorités définies. Cette session permet aux délégués d'aborder la dernière phase, statutaire, de l'Assemblée.

Comme il y a quatre ans à Avila (Espagne), j'ai été l'un des deux animateurs de la session mondiale qui s'est tenue à Albergaria-de-Velha, et dont le thème était "comme ruraux chrétiens organisés en mouvement dans la FIMARC, nous luttons pour un développement solidaire qui respecte l'homme, sa culture et sa nature". L'autre animateur était M. François Tevi Sedalo, Directeur du Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique Occidentale (CESAO) à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso).

C'est à partir des expériences des participants (environ 85 dont 60 des pays du Sud), des problèmes auxquels leurs mouvements sont confrontés, que nous les avons aidés, six jours durant, à définir leurs défis (en relation avec la terre, la nature, la dignité de l'homme), leur identité et leurs projets d'action. Durant cette semaine, c'est à partir de leurs situations concrètes que j'ai introduit progressivement les notions de droits de l'homme, puis les informations sur les procédures internationales.

1, rue de Varembé, Case/P.O. Box 16, 1211 GENEVA 20 CIC
TEL. 733 51 23
Fax. (22) 733 08 26

A la demande des participants, nous avons aussi étudié les procédures internationales durant des séances de travail séparées. Nous avons ainsi tenu des sessions avec les participants d'Amérique latine, puis d'Afrique, et enfin d'Asie. J'avais apporté un grand nombre de publications des Nations Unies, dont les textes des instruments internationaux.

Je compte préparer un rapport pour la FIMARC. Aussi, je ne donne ci-dessous que quelques éléments de réflexion :

- écart entre les continents : les problèmes sont très différents d'une région à l'autre, le niveau d'organisation et de conscientisation aussi. Durant la session, il nous a fallu gérer ces différences, demander par exemple un peu de patience aux Latino-Américains (qui ne demandent qu'à coordonner leurs efforts contre les structures internationales d'oppression) face aux Africains (qui découvrent peu à peu ces structures) ;

- les informations sur les procédures internationales doivent absolument être liées aux caractéristiques des violations des droits de l'homme ("specific patterns of human rights abuses") ;

- il est très difficile pour les principaux concernés de définir les valeurs culturelles qu'il faut protéger. C'est tout leur mode de vie, leurs traditions, leur identité qui sont progressivement détruits par l'intégration de leurs sociétés au système capitaliste. Aussi, il nous a fallu répéter plusieurs démarches en groupes de travail pour qu'ils retrouvent dans les problèmes qui décrivaient les éléments fondamentaux qui sont en péril.

- le droit au développement, le respect de l'identité culturelle et la protection de l'environnement passent par le droit à la terre, qui n'est qu'embryonnaire dans les instruments internationaux ;

- en écoutant leurs témoignages durant cette semaine, j'ai effectué un retour aux sources indispensable à celui qui évolue toute l'année dans un monde onusien particulièrement éloigné des réalités.

3. Timor Oriental

Luisa Teotonio Pereira ("Comissao para os Direitos do Povo Maubere") m'a préparé un excellent programme pour rencontrer en deux jours la plupart des personnes engagées sur la question de Timor Oriental. Ana Nunes et Jean-Pierre Catry ("A pas è possivel em Timor-Leste") avaient même pris rendez-vous à la Présidence de la République. La liste des rencontres est jointe en annexe.

Avec Luisa Teotonio Pereira et Jean-Pierre Catry, nous avons discuté de la coordination des initiatives et de l'évolution de la situation. Le journaliste australien Robert Donn nous a longuement raconté les conditions dans lesquelles il a réalisé l'interview avec Xanana, le leader de la résistance timoraise. Les jeunes réfugiés timorais récemment arrivés à Lisbonne ont expliqué leur lutte. A la Fondation Gulbenkian, j'ai posé le problème du financement de stagiaires timorais au Service International. Au Ministère des Affaires étrangères, j'ai eu un long entretien sur la politique portugaise en matière de droits de l'homme.

Les principaux enseignements de ces entretiens sont les suivants:

a) Situation à Timor : c'est la révolte des jeunes, une génération qui n'a pas connu le colonialisme portugais. Les manifestations se multiplient et les récits des témoins font de plus en plus songer à l'Intifada. La répression est particulièrement brutale. Des dizaines de morts, d'exécutions sommaires, plusieurs disparus et aussi des informations qui sortent plus rapidement du territoire qu'auparavant.

b) Préparation de la Commission 1991 : nous avons beaucoup discuté des rapports qui doivent être soumis rapidement au Centre des Droits de l'Homme de l'ONU suite à la résolution de la Sous-Commission. Plusieurs Timorais viendront témoigner.

c) Stagiaires au Service International : la réaction de la Fondation Gulbenkian est en principe favorable. Le sujet est toutefois nouveau et il leur faudra une demande bien argumentée pour une discussion en Conseil d'Administration. Un problème particulier est celui du retard dans la formation des Timorais qui sortent du territoire. Pour le Service, nous ne pouvons pas envisager de former des stagiaires qui n'auraient pas un niveau universitaire (et ils sont peu nombreux).

d) Coordination Timor : il est de grande importance de relancer la consultation chrétienne sur le Timor.

e) Politique portugaise : au Ministère des Affaires Etrangères, l'entretien a duré deux heures. J'ai abordé le problème d'un manque d'une politique globale en matière de droits de l'homme, et leur ai conseillé de prendre plus fermement position face à la politique américaine (soutien total à l'Indonésie) et aux hésitations européennes. A la fin de notre session sur l'ONU avec les Timorais, les participants ont décidé d'adresser une lettre au nouvel ambassadeur portugais à l'ONU-Genève (Annexe II).

14 novembre 1990

Adrien-Claude Zoller

ANNEXE I

List of meetings in Lisboa

Sunday 11 November

- lunch with representatives of "Commissao para os Direitos do Povo Maubere" and of "A pas è possivel em Timor-Leste"
- session on UN procedures with representatives of Timor community
- dinner with Robert Donn (Australian journalist), Jean-Pierre Catry and Luisa Teotonio Pereira
- meeting with José L. Guterres (Fretelin)

Monday 12 November

- interview with Fernando Souza (journalist "Publico")
- meeting with the Calouste Gulbenkian Foundation (Mr Victor Augusto de Sa Machado)
- visit to the office of Mr Carlos Gaspar (special Advisor of the President on the question of Timor)

Tuesday 13 November

- Ministry of Foreign Affairs, meeting with Mr Quartim Santos.

ANNEXE II

Exmº. Senhor

Embaixador Roma Albuquerque

Missão Portuguesa junto das
Organizações Internacionais

GENEBRA

Lisboa, 11 de Novembro de 1990

Exmº Senhor Embaixador

No seguimento do trabalho que tem sido efectuado pelos representantes do povo timorense, pelas vítimas das violações dos direitos humanos em Timor-Leste e por muitas Organizações Não-Governamentais, nomeadamente portuguesas, um grupo de portugueses, timorenses e o Director do Serviço Internacional dos Direitos do Homem, reuniram-se em Lisboa para preparar a próxima sessão da Comissão dos Direitos Humanos.

Os abaixo-assinados, todos presentes neste encontro, apresentam a V. Exª os melhores cumprimentos e votos de sucesso na sua nova missão em Genebra.

Desejam, por outro lado, assegurar-lhe o seu empenho concreto no sentido de marcar com uma presença forte e activa a sessão da Comissão de Direitos Humanos, de modo a que a questão de Timor-Leste obtenha da parte dos governos membros a atenção que merece.

Neste sentido, gostariam de garantir a V. Exª a sua inteira disposição de colaborar com a Missão Portuguesa, antes e durante a reunião da Comissão, no âmbito da defesa dos direitos do povo de Timor-Leste.

Com os nossos melhores cumprimentos,

José Gutteres
Lícinia Ramos Horta
Lígia Maria Antonia Ximenes
Júlia Filomena Fernandes Alves.
António Maria de Araújo
Eduardo da Costa.
Cristano
António Pinto Pereira